



La présence des communautés religieuses de femmes dans l'espace québécois, de 1900 à 1970

Nicole Laurin and Lorraine Duchesne

Volume 59, 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1006855ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1006855ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (print)

1920-6267 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Laurin, N. & Duchesne, L. (1993). La présence des communautés religieuses de femmes dans l'espace québécois, de 1900 à 1970. *Études d'histoire religieuse*, 59, 65–72. <https://doi.org/10.7202/1006855ar>

La présence des communautés religieuses de femmes dans l'espace québécois, de 1900 à 1970

Nicole LAURIN
et
Lorraine DUCHESNE
Université de Montréal

Les communautés religieuses de femmes tiennent une place importante dans la société québécoise contemporaine. Jusqu'aux années soixante, leur activité est essentielle à la vie du Québec et de sa métropole. L'oeuvre des communautés dans les domaines de l'éducation, de la santé, des services sociaux et autres, nécessite la fondation et le maintien de milliers d'établissements, dont le réseau couvre une grande partie du territoire habité. Couvents, monastères, maisons mères, écoles et pensionnats, hôpitaux, hospices, orphelinats, demeurent encore aujourd'hui les signes visibles de la présence des communautés religieuses, à la ville comme à la campagne. L'étude de ces établissements, de leur répartition dans l'espace et de l'évolution de cette répartition dans le temps, permet de comprendre la stratégie de développement des communautés et les conditions de leur rayonnement, de mesurer leur intégration dans différents milieux québécois, à différentes époques. Cette étude nous fait toucher du doigt le lien organique entre les communautés et la société. Lien de réciprocité: les communautés puisent dans certaines régions et certains milieux, la main-d'oeuvre féminine qu'elles vont former et mettre au service de la collectivité. Si le recrutement et le service sont les termes de cette réciprocité, la présence sur le territoire en est l'interface, la jonction. Nous nous proposons ici d'identifier les traits caractéristiques de cette présence des communautés dans l'espace québécois, en particulier dans la métropole, Montréal, qui fait l'objet du colloque.

Quelques remarques méthodologiques s'imposent¹. Nos données sont tirées d'un échantillon aléatoire de 24 communautés; nous y avons sélectionné

¹ L'étude des établissements tenus par les communautés s'inscrit dans une vaste recherche. La méthodologie et une partie des résultats sont présentés dans un ouvrage récent: Nicole LAURIN, Danielle JUTEAU et Lorraine DUCHESNE, *A la recherche d'un monde oublié, les communautés religieuses de femmes au Québec, de 1900 à 1970*, Montréal, Le Jour, 1991.

tionné au hasard 3,700 dossiers de religieuses. Celles-ci devaient être nées ou avoir travaillé au Québec. L'échantillon est stratifié, c'est-à-dire qu'il tient compte de l'activité principale des communautés et de leur taille. Il représente ce qu'on peut appeler la main-d'oeuvre religieuse québécoise, pour chacune des sept décennies entre 1901 et 1971. L'activité principale des communautés se partage entre sept catégories: 1) les enseignantes, 2) les communautés de service au clergé, 3) les communautés hospitalières, 4) les communautés vouées à la protection des femmes, 5) les missionnaires, 6) les contemplatives, 7) les communautés de services sociaux-hospitaliers ou mixtes, qui oeuvrent à la fois dans l'éducation, la santé et les services sociaux. Les quatre catégories relatives à la taille sont: 1) les très grandes communautés (plus de 2,000 sujets en 1961), 2) les grandes (1,000 à 1,999 sujets), 3) les moyennes (500 à 999), 4) les petites (150 à 499). Les communautés de moins de 150 sujets en 1961 ont été exclues. Nous n'avons pas fait l'échantillonnage des maisons tenues par les religieuses mais des religieuses elles-mêmes; cependant, nous avons relevé les obédiences de chacune des religieuses, à chaque décennie et le lieu de l'obédience. Ainsi, l'échantillon des religieuses avec leurs obédiences, projette comme son ombre une série de maisons qui représentent les lieux des obédiences.

Entre 1901 et 1971, nos 3,700 religieuses ont oeuvré dans 4,000 établissements distincts. Les caractéristiques de ces établissements – le genre d'établissement, sa localisation exacte, le nombre de religieuses y résidant – ont été retrouvées dans *Le Canada ecclésiastique* de l'année correspondante. Ce qui nous renseigne sinon sur tous les établissements des communautés, du moins sur les lieux de travail et de résidence des religieuses que nous avons sélectionnées, pour chacune des décennies. Les trois quarts de ces établissements sont au Québec, nous ne considérons que ceux-là. Leur nombre ne cesse d'augmenter d'une décennie à l'autre jusqu'en 1961; une forte augmentation se produit au cours de la première décennie du siècle, l'accroissement est ensuite graduel. Entre 1961 et 1971, le nombre des établissements diminue, le chiffre de 1971 est proche de celui de 1931. Cette évolution peut être mise en parallèle avec l'augmentation continue de l'effectif des communautés du début du siècle jusqu'aux années soixante, suivie d'une importante diminution. Situons ce mouvement dans l'espace québécois.

La région métropolitaine est la rampe de lancement du phénomène social et démographique exceptionnel que représentent les communautés de femmes dans le Québec contemporain. Les cinq communautés qui deviendront les plus importantes numériquement sont déjà établies à Montréal avant la seconde moitié du 19^e siècle. Elles s'engagent alors dans un processus de croissance démographique sans précédent, multi-

plient les oeuvres et les maisons, consolident leurs ressources et leur organisation. Par la suite, elles essaieront hors de Montréal, hors du Québec et du Canada. Ce sont des communautés autochtones à une exception près; quatre d'entre elles sont des communautés enseignantes, la cinquième se consacre aux services sociaux-hospitaliers. Aucune autre communauté n'atteindra la stature des cinq grandes montréalaises, elles prennent une bonne longueur d'avance dans la concurrence que vont se livrer les communautés sur l'ensemble du territoire. La région métropolitaine est certainement le terrain le plus propice au développement des communautés dans la seconde moitié du 19^e siècle et au début du 20^e siècle, le lieu même où se noue la réciprocité entre les communautés et la société.

En 1901, le quart des établissements de toutes les communautés se trouve à Montréal et dans sa banlieue. Près de la moitié (46.8%) des religieuses du Québec résident dans la région métropolitaine et celle-ci ne compte, à cette date, que 22% de la population de la Province. Outre les très grandes communautés dont nous avons parlé, bien d'autres s'y épanouissent: grandes et petites communautés de services sociaux-hospitaliers, petites communautés enseignantes, contemplatives, etc. Cette activité intense nous incite à penser que la demande de services scolaires, sociaux, hospitaliers, est forte dans la région de Montréal et que s'y trouvent réunies les ressources matérielles et humaines pour répondre à cette demande. En effet, les vocations sont nombreuses et, pour les communautés, le recrutement est le nerf de la guerre. Plus de la moitié des femmes qui sont entrées en communauté entre 1840 et 1911, étaient originaires de la grande région de Montréal et de celle de Québec, (nos données ne permettent pas de distinguer les deux mais Montréal fournit la grande majorité des recrues). Toutefois, les petites localités de la grande banlieue de Montréal plutôt que la ville elle-même, composent ce riche bassin de recrutement.

Les conditions propices au développement des communautés dans la région métropolitaine, se dégradent dès la première décennie du 20^e siècle, en partie sans doute sous l'effet de la concurrence entre les communautés, chacune cherchant d'une part à recruter de nouvelles vocations, d'autre part à multiplier et à étendre ses activités. Telle est la logique du procès de reproduction des communautés, en tant qu'elles sont des organisations. Ainsi, un point de saturation est atteint. Un mouvement de dispersion des communautés s'engage alors, de Montréal vers les autres régions du Québec, des grands centres urbains vers les petites localités, plus tard vers les villes moyennes². Fortes de leurs ressources et de leur expérience, les communautés vont rayonner dans l'ensemble du territoire habité, rejoindre la population où elle se trouve, dans toutes

les régions même les plus éloignées et celles qui s'ouvrent plus tard à la colonisation. Ce mouvement se poursuit jusqu'à la révolution tranquille.

Entre 1901 et 1961, la proportion des établissements dans la grande région de Montréal diminue constamment, elle passe de 25% à 18%; les baisses les plus sensibles se produisent au début du siècle et dans les années quarante. Par contre, la proportion des établissements dans les petites localités de province s'élève de 44.7% à 48.5%; l'augmentation est particulièrement notable au cours des trois premières décennies. La proportion des établissements situés dans les villes moyennes augmente aussi de 18% à 21%, ce gain se réalise surtout au cours des deux dernières décennies. La répartition des établissements entre les régions et la répartition des religieuses, suivent la même tendance. Ainsi, la proportion des religieuses dans la région métropolitaine est en diminution constante au cours de la période de 1901 à 1961. Alors qu'en 1901 près d'une religieuse sur deux (46.8%) réside et travaille dans le grand Montréal, cette fraction se réduit à une sur trois religieuses (34.8%) en 1941, moins encore dans les décennies suivantes. Fait intéressant, cette fraction métropolitaine de la main-d'oeuvre religieuse rejoint peu à peu la fraction de la population québécoise qui réside dans la région de Montréal. Par exemple, en 1931, 36% des religieuses du Québec et 36% de la population du Québec vivent dans le grand Montréal; en 1941, 34% des religieuses et 34% de la population³. On voit comment les communautés adhèrent à la société, épousent ses contours et ses mouvements.

Comment expliquer la remarquable réussite de l'expansion hors de Montréal? Le développement des communautés dans les autres régions n'est certainement pas proportionnel à la taille de l'effectif engagé. Alors qu'à Montréal il n'est pas rare que les grands collèges, les orphelinats, les hôpitaux, les maisons mères, abritent plus de cinquante ou de cent religieuses, les établissements des petites localités sont souvent de petite dimension: six à dix soeurs au couvent, quelques servantes du clergé au presbytère, deux ou trois enseignantes dans l'école de cam-

² Les grands centres urbains sont Montréal, Québec et leur banlieue respective; s'y ajoute la banlieue québécoise d'Ottawa. Les villes moyennes sont des centres régionaux, des villes diocésaines pour la plupart; nous en avons recensé une quinzaine. Les petites localités comprennent les autres villes et villages.

³ Nous avons calculé cette fraction métropolitaine de la population, en rapportant la population de la région métropolitaine de recensement à la population du Québec, aux années de recensement. La région métropolitaine de recensement recouvre grosso modo ce que nous désignons aussi comme Montréal et sa banlieue.

pagne⁴. Leur rayonnement dépend bien davantage de leur activité et de leur visibilité que de leur nombre. D'ailleurs, on observe cette constante au cours de l'histoire des communautés: l'envoi d'un petit effectif est la règle d'or de l'essaimage. De même, la fondation d'une nouvelle communauté s'appuie sur un petit nombre de sujets. Une demande du milieu pour les services de la communauté est nécessaire au point de départ; par la suite, sa présence active élargit et diversifie cette demande, ouvrant la voie à de nouvelles entreprises. De plus, la présence des religieuses surtout des enseignantes, suscite des vocations. Au cours de la période d'expansion des communautés, de nouveaux bassins de recrutement se constituent. Le recrutement s'intensifie graduellement dans les zones moyennement urbanisées du territoire: par exemple, les Cantons de l'Est, la région trifluvienne, la Mauricie, la Gatineau. Il s'intensifie à un moindre degré en périphérie, dans les zones faiblement urbanisées: par exemple, le Lac Saint-Jean, le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie.

Après 1930, le recrutement en zone périphérique prend de plus en plus d'importance et ces zones deviennent prédominantes en fin de période, dans les années cinquante et soixante. Par contre, les vocations diminuent d'une décennie à l'autre dans la zone métropolitaine. Seulement 30% des religieuses entrées entre 1952 et 1971, viennent de la grande région de Montréal et celle de Québec; on se rappellera que

⁴ La dimension d'un établissement est relative au nombre de religieuses qui travaillent dans cet établissement au cours d'une année donnée. Nous avons distingué quatre catégories d'établissements: 1) ceux dont le personnel ne dépasse pas dix religieuses, 2) ceux qui regroupent entre 11 et 25 religieuses, 3) entre 26 et 50, 4) plus de 50. Dans l'ensemble de la période, 45% des maisons comptent moins de 10 religieuses. Ces petits établissements représentent la majorité des lieux de travail au cours des trois premières décennies, leur importance décroît par la suite. Les maisons qui réunissent de 11 à 25 sujets, forment le tiers plus ou moins des lieux de travail recensés. C'est une catégorie importante, située à mi-chemin entre la petite équipe, caractérisée par des relations face à face et la grande institution, plus impersonnelle et hiérarchisée. Les établissements de 26 à 50 religieuses représentent en tout temps 15% des lieux de travail. Cette catégorie prend le plus d'importance entre 1931 et 1961. Une très faible proportion des maisons, entre 4% et 7% selon les décennies, regroupent plus de 50 religieuses; cette fraction s'élève toutefois à 8.4% en 1971. L'année 1971 présente des traits particuliers: les établissements de 11 à 25 religieuses et ceux de 26 à 50 religieuses perdent de l'importance alors que la proportion des petites maisons et celle des institutions colossales, les maisons mères en l'occurrence, augmentent considérablement. Nous en verrons les raisons plus loin.

cette catégorie de recrues comptait pour 56% des entrées entre 1840 et 1901⁵.

Nous avons identifié des tendances générales mais les conditions du rayonnement des communautés et leur stratégie de développement ne sont pas exactement les mêmes selon qu'on a affaire à des communautés de taille ou d'activité différentes. Les très grandes communautés, on l'a vu, sont nées et se sont déployées dans la région métropolitaine. Cette région demeure leur château-fort dans l'ensemble de la période: plus de la moitié de l'effectif de ces communautés réside et travaille dans le grand Montréal. Elles ont ouvert des maisons dans toutes les régions du Québec, mais près de la moitié (48%) de leurs établissements sont en zone métropolitaine. Ils dominent par leur taille ceux des autres communautés: les grands collèges féminins (dont la moitié sont montréalais), les hôpitaux, les immenses maisons mères. Toutefois, ces très grandes communautés montréalaises sont des colosses aux pieds d'argile parce que leur développement reste tributaire de la région métropolitaine, saturée d'entreprises religieuses dès le début du siècle et où la vocation est en déclin. Il en résulte un ralentissement lent mais inexorable de leur croissance: elles forment 44% de la population des religieuses québécoises en 1901, seulement 29% en 1971. La diminution relative du poids des très grandes communautés, se trouve compensée par l'accroissement graduel du poids des communautés de taille moyenne et des petites communautés. Le poids relatif des moyennes augmente de 18% à 29% entre 1901 et 1961, celui des petites de 13.5% à 18.5%. Quant aux grandes communautés (1,000 à 1,999 sujets), elles représentent une fraction à peu près constante de la main-d'oeuvre religieuse. Actives dans l'enseignement, les services sociaux-hospitaliers et le service au clergé, elles ont établi leur maison mère dans un centre régional, par exemple, à Québec, à Ottawa ou à Sherbrooke, d'où elles rayonnent dans les régions environnantes. Leurs établissements se partagent entre les villes moyennes et les petites localités; elles sont peu présentes en zone métropolitaine, exception faite pour une communauté de services sociaux-hospitaliers. Fait à noter, les établissements des grandes et très grandes communautés sont plus considérables dans l'ensemble que ceux des communautés moyennes et petites. On observe que les très grandes et les

⁵ La vocation religieuse féminine au Québec, génère une migration du village vers la ville, des régions périphériques vers la zone centrale. Les milieux sociaux et géographiques propices à la vocation, à différentes époques, ont en commun certaines caractéristiques: un lien privilégié avec l'Église, des conditions restreignant les choix scolaires et professionnels des femmes, etc. Nous analysons ces questions dans l'ouvrage précité.

grandes ont un plus faible nombre de maisons relativement à leurs effectifs que les moyennes et les petites.

Le mode de développement des communautés de taille moyenne retient l'attention. Bon nombre d'entre elles sont fondées vers la fin du 19^e siècle ou le début du 20^e, dans une ville de province, au coeur d'une région rurale où elles vont concentrer leurs efforts. Dans l'ensemble de la période, 25% de leurs établissements se trouvent dans des villes moyennes et près de 70% dans des petites localités. En 1961, par exemple, on retrouve 47% de leurs sujets dans les villes moyennes et 42% dans des petites localités. Une minorité parmi ces communautés a des établissements à Montréal ou à Québec: les missionnaires, les hospitalières, les communautés de services sociaux-hospitaliers. Les enseignantes, qui représentent une part écrasante de l'effectif regroupé dans cette catégorie, se désintéressent complètement des grandes villes: 80% de leurs établissements dans de petites localités. Ce sont les soeurs des écoles de campagne, isolées dans les villages les plus éloignés des régions de province. De grandes ou très grandes communautés enseignantes se seront souvent établies sur le territoire de ces communautés moyennes, elles y auront mis sur pied quelques maisons d'enseignement dans les villes les plus importantes. Les communautés moyennes recueilleront les restes: substantiels. Ils s'accroîtront au rythme de la colonisation et du développement des régions périphériques.

Au moment où les communautés métropolitaines plafonnent et s'engagent dans un mouvement de déclin relatif, les communautés rurales prennent leur essor. Elles connaîtront une phase de croissance remarquable: leur poids dans la main-d'oeuvre religieuse quadruple entre 1901 et 1971. Dès le début du siècle, les communautés moyennes recrutent davantage en périphérie que les autres types de communautés. A cet égard, elles sont relativement indépendantes des zones très urbanisées où la concurrence est forte et la vocation rare. Elles ont un accès privilégié aux régions qui deviennent les plus fécondes en vocations après 1930. Comme on l'a vu, une part croissante des nouvelles recrues de l'ensemble des communautés est originaire des petites villes et villages de la périphérie, par exemple, 45% des femmes qui entrent en communauté de 1952 à 1971.

Les petites communautés sont plus diversifiées que les moyennes mais elles leur ressemblent à plusieurs égards. Les communautés de service au clergé et les enseignantes établissent leurs maisons surtout dans les villes moyennes et les petites localités. Les hospitalières et les communautés de services sociaux-hospitaliers sont plus urbaines, une part de leurs établissements se trouve dans les grandes villes, à Montréal en

particulier. Quant aux contemplatives, elles s'épanouissent aussi bien dans les grandes villes, les villes moyennes et les petites localités. Ces conditions d'implantation assurent, dans l'ensemble, la croissance des petites communautés. L'accès aux zones les plus propices au recrutement, après 1930, est un facteur de développement non négligeable. Il convient de souligner que la pénétration des services scolaires, sociaux et hospitaliers dans les milieux ruraux, surtout les plus éloignés des centres, est l'oeuvre des communautés de taille moyenne et à un moindre degré, des petites communautés. Au cours de la période étudiée, 60% des pensionnats et 63% des écoles tenues par les communautés religieuses, se situent dans de petites localités; on y trouve aussi plus du quart des écoles normales et des instituts familiaux (dont plusieurs toutefois sont établis dans des villes moyennes). Les petites localités accueillent 36% des hôpitaux, 30% des orphelinats et 54% des hospices, ce qui est considérable.

Le lien organique entre les communautés et la société se défait au cours des années soixante, période de la révolution tranquille et de la réforme post-conciliaire. Le recrutement s'arrête non seulement en zone métropolitaine mais aussi en région rurale. Un grand nombre de sujets quittent la vie religieuse. Pour la première fois, les communautés ferment des établissements ou s'en retirent. On en perd ainsi une centaine entre 1962 et 1971, surtout des maisons d'enseignement: des pensionnats, des écoles normales, des instituts familiaux. Les écoles tiennent mieux le coup, les maisons de prêtres aussi, où travaillent les servantes du clergé. Plus tard, les établissements qui dispensent des services sociaux ou hospitaliers seront cédés à l'État. On peut penser d'ailleurs que ce mouvement de retrait accélère le déclin des communautés, déjà bien amorcé. Celles-ci se retirent en premier des établissements situés dans les petites localités, elles se replient en quelque sorte sur les grandes villes, Montréal en particulier, qui les a vu naître et grandir un siècle plus tôt.